



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Plan Marseille en grand

Question au Gouvernement n° 119

[Texte de la question](#)

PLAN MARSEILLE EN GRAND

M. le président . La parole est à M. Olivier Fayssat.

M. Olivier Fayssat . En 2021, le président Macron annonçait, en grande pompe, le plan Marseille en grand. Une feuille de route idéale vers un monde parfait, généreusement dotée de 5 milliards d'euros, promettant aux Marseillais la résolution rapide de tous leurs problèmes : sécurité, éducation, mobilité, santé, emploi, transport et logement.

Mme Hanane Mansouri . Encore un mensonge !

M. Olivier Fayssat . Deux ans plus tard, seulement 1,31 % des fonds ont été versés : le plan, à ce rythme, s'étalera sur cent cinquante ans – c'est un peu long. Pas de calendrier précis, pas de coordination entre les acteurs, aucune visibilité sur la suite.

Marseille en grand, c'est Marseille en panique. La Cour des comptes, dans son rapport du 21 octobre 2024, ne mâche pas ses mots : manque de pilotage global, absence de priorité clairement définie, retards abyssaux dans la tenue des engagements. La police, qui devait voir ses effectifs augmenter, a au contraire perdu 200 agents entre 2016 et 2023.

M. Julien Odoul . Merci, monsieur Darmanin !

M. Olivier Fayssat . On compte, pour l'année 2023, une cinquantaine d'assassinats sur fond de trafic de drogue, et déjà trente-sept exécutions depuis le début de cette année.

Marseille en grand, c'est Marseille en feu. La deuxième ville de France est en train de se transformer en narcocité. Le ministre de l'intérieur se demandait récemment si nous devons rester dans l'État de droit : Marseille va lui apporter la réponse. Car Marseille sort de l'État de droit – par la petite porte de gauche : celle des points de deal, des incivilités, celle d'une insécurité oppressante, quand des zones de non-droit s'étendent jusqu'à la calanque de Sormiou, en plein parc national des Calanques. À Marseille, c'est comme dans les manifestations : on attrape non les plus dangereux, mais ceux qui courent le moins vite.

Monsieur le Premier ministre, Marseille se meurt de l'insécurité, de l'immigration illégale, de la paralysie des transports et de l'inaction publique. N'ayant pas de contact direct avec le président Macron, je me permets de m'adresser à vous : auriez-vous l'extrême amabilité de rappeler Marseille à son bon souvenir ? Il est minuit moins une minute : si rien n'est fait, Marseille, deuxième ville de France, sortira de la République.

(Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.)

M. le président . La parole est à Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation . Il est quatorze heures vingt-six...

M. Jean-Paul Lecoq . À Marseille aussi !

Mme Catherine Vautrin, ministreet je voudrais revenir sur les propos que vous avez tenus sur Marseille en grand. Le rapport auquel vous avez fait allusion, s'il a été publié le 21 octobre 2024, est en fait une photographie datant du deuxième semestre 2023.

Je vais le reprendre exactement comme vous, pour rappeler que le premier sujet a été de déterminer un certain nombre d'actions sur lesquelles l'État allait s'engager, pour Marseille et pour le quotidien des Marseillais : la sécurité, le logement, les transports, le scolaire.

Mme Hanane Mansouri . C'est maintenant qu'il faut agir !

Mme Catherine Vautrin, ministre . J'ai échangé avec M. Mirmand, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce 21 octobre.

M. Laurent Jacobelli . Bravo, ça avance !

Mme Catherine Vautrin, ministre . Où en sommes-nous ? Quatre-vingt-six pour cent des actions annoncées sont désormais engagées. Bruno Retailleau l'a dit dans cet hémicycle : le renforcement des effectifs et des moyens de police a commencé. En matière scolaire, les six premières écoles ont été livrées, et quatre le seront d'ici à la fin de l'année.

En 2025, vingt-sept écoles nouvelles feront l'objet de travaux : la maîtrise d'œuvre sera choisie au mois de novembre.

M. Julien Odoul . La peinture est choisie !

Mme Catherine Vautrin, ministre . Cinq projets de mobilité sont en cours de finalisation, pour des livraisons en 2025, comme, par exemple, la ligne 4 du bus à haut niveau de service.

Nous avons évoqué la question du logement ce matin, avec Valérie Létard : 650 millions d'euros sont alloués à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et à l'Établissement public foncier de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. (*M. Jean-Paul Lecoq s'exclame.*)

M. Bruno Bilde . Quel bilan !

Mme Catherine Vautrin, ministre . Il faut travailler avec l'ensemble des élus,...

M. Julien Odoul . C'est à vous de travailler !

Mme Catherine Vautrin, ministreil faut réaliser des bilans : c'est le sens de l'engagement du Premier ministre et des réunions que nous avons actuellement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Fayssat](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 119

Rubrique : Urbanisme

Ministère interrogé : Partenariat territoires et décentralisation

Ministère attributaire : Partenariat territoires et décentralisation

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 31 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 octobre 2024